La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE PARTAGE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° **1183** - février 2017

SOMMAIRE :

• ACTUALITÉ

pages 2 Quelle embellie !

Le gouvernement se félicite du fait qu'en 2016 les entreprises françaises ont créé un nombre record d'emplois. Il s'agit en fait d'emplois précaires, qui ont coûté beaucoup plus cher aux contribuables… que ceux créés par les 35 heures.

page 3 Questions à l'ordre du jour

MARIE-LOUISE DUBOIN *devant les nombreuses questions dont dépend le vote aux présidentielles, montre que la réussite tant souhaitée de propositions progressistes comme celles de B. Hamon n'est possible que si l'électeur ne se laisse pas manœuvrer par la grande presse qui se prétend neutre, alors qu'elle est au service de gros intérêts.*

page 5 Mort ou résurrection du PS ?

JEAN-PIERRE MON, *devant l'éclatement actuel du PS, se souvient que son tournant libéral a été pris en 1983 et rappelle combien La Grande Relève avait alors vite réagi, averti et suggéré comment redresser la barre !*

• RÉFLEXION

page 6 Quelques idées sur l'énergie

MICHEL BERGER *continue de passer en revue certaines vérités concernant l'énergie : celles qui sont encore disponibles, l'usage qui en est fait inégalement dans le monde, et en particulier en France, les choix politiques engagés et leurs effets comparés aux impératifs de la transition qui s'impose.*

page 12 La simplicité comme manière de vivre

BERNARD BLAVETTE *fait l'éloge d'une manière de vivre fondée sur la simplicité, cette démarche philosophique, décrite par Pierre Hadot, peut transformer heureusement nos comportements quotidiens*

• ***page 15 Courrier des lecteurs***

PRIX en FRANCE 3 € **ISSN : 2117-5047, eISSN : 2493-2752** *commission paritaire* N°0418 I 83051

Quelle embellie ?

Chers emplois

Selon l'INSEE, 191.700 emplois ont été créés en France en 2016. Il s'agirait de la meilleure performance sur le front de l'emploi privé depuis 2007… Bien entendu, notre ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, Myriam El Khomri, n'a pas manqué de s'en réjouir : «*Le redressement de notre économie est aujourd'hui pleinement confirmé : le soutien aux entreprises a permis à celles-ci de retrouver des marges qui leur permettent d'investir de façon très dynamique et de recréer de l'emploi à un rythme que nous n'avions pas connu depuis neuf ans*».

Le parti socialiste en a profité pour souligner que ces résultats marquaient «*la réalisation des objectifs du quinquennat en matière de lutte contre le chômage*».

Plus que la hausse du PIB (elle a presque atteint 1,2% à la fin de l'année), les économistes pensent que «*l'embellie*» est surtout due à la politique fiscale mise en place en 2014 par le gouvernement, le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi. Rappelons que ce CICE, plus le pacte de responsabilité, plus la prime à l'embauche devaient permettre aux entreprises de restaurer leurs marges et PAR CONSÉQUENT de créer des emplois.

Que cette politique fiscale du quinquennat Hollande aient permis aux entreprises qui en ont profité de reconstituer leurs marges, on ne saurait en douter.

Mais regardons de plus près le coût pour les contribuables de ces 191.700 créations d'emplois : le montant du CICE pour 2016 a été de 41 milliards d'euros, un emploi créé leur revient donc, en gros, à 200.000 euros ! C'est très cher. Surtout quand on compare avec le coût des emplois crées par la réduction du temps de travail à 35 heures : 12.800 euros !

et quels emplois ?

Et quels types d'emplois cette «embellie» a-t-elle créé ? L'INSEE constate que ces entreprises aidées ont surtout engagé … des intérimaires. Leur nombre a augmenté de 11,8% en 2016 pour atteindre 654.100 postes, le plus haut niveau depuis 2007. Et où ont été créés ces emplois précaires ? Pas dans l'industrie, où le nombre d'emplois créés a diminué (- 0,7%). Pas non plus dans la construction, dans ce secteur aussi, il a baissé (- 0,4%). Il a été est tout juste stable dans le secteur marchand et il n'a cru (hors intérim) que dans les services (+1,4%).

Alors les économistes de l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques ont observé que le basculement de l'emploi précaire vers un emploi pérenne devient beaucoup plus rare qu'il y a quelques années. Ils se demandent même si c'est le signe d'un nouveau type de croissance économique incapable de créer des emplois de façon durable…

En cette période électorale, avez-vous pensé à offrir la lecture de La Grande Relève à vos proches ? Pour les aider à réfléchir avant de voter, quel cadeau utile… et quel meilleur moyen de soutenir nos efforts que susciter des abonnements à ce mensuel qui est écrit et mis en pages par des bénévoles, et n'est aidé ni par des publicités payantes ni par la moindre subvention !

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

souscription permanente

S. Maloberti 2 – J. Simonet 17 – J. Chaudieu 49 – A. Morlot 3 – F. Rachmuhl 17 – J. Iltis 13 – R. Mourin 22 – A. Bouchard 27 – G. Bouchard 27 – Ph. Bouchard 7 – J-J. Bouchard 17 – B. Simonnet 17 – R. Labesse 50 – J. Mathieu 177 – A. Horte 3 – Y. Grémion 37 – P. Petitgas 4 – J. Saillard 17 – R. Brusseau 28 – F. Villedary 17. Total 551 euros ***Merci à tous !***

Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal en modérant le prix de l'abonnement, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens de le payer, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

Merci à nos abonnés de nous économiser des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons en rouge, puis de plus en plus gros, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.

Questions à l'ordre du jour

Première question : Comment des millions de gens ont-ils pu être séduits par le nouveau Président des États-Unis, ce milliardaire qui incarne le pire de ce qu'on peut reprocher à un responsable politique ! Cette élection n'annonce qu'aggravation des violences, désordres, dumping social et fiscal, gâchis, abus, pollutions, etc.
Et j'en passe…

Deuxième question : Comment être optimiste quand on constate que les électeurs français s'apprêtent à suivre le même chemin ? Pour la prochaine élection présidentielle, les sondages désignent en effet comme favorite la candidate du même bord que Trump, qu'elle admire. Tout aussi dangereuse, elle vient ouvertement de prendre (dans "l'affaire Théo") la défense de policiers coupables d'actes de violence raciste…
Elle a d'autant plus de chances que le comportement de celui qui était présenté comme son probable "challenger" au second tour, le candidat porté par le CAC 40[1] et choisi par la droite et le centre, a choqué même les plus conservateurs de son camp !

Troisième question : Ceux des électeurs que ce Tartuffe vient de décevoir par sa cupidité (légale !) révélée par *Le Canard* vont-ils rejoindre ceux du PS de droite et opter pour le "jeune loup"[2] qui, ministre de l'économie choisi par Hollande-Valls en août 2014 n'avait alors pas caché ses intentions : revenir sur les 35 heures, sur l'allocation chômage, sur la retraite, etc. se révélant l'ardent défenseur de l'emploi précaire ? C'est fort possible puisque ce serait continuer cette politique de droite qui est la leur et dans laquelle cet "Uber-Macron" a été formé…

Sera-t-il assez séduisant et assez flou pour faire illusion aux électeurs dont il ignore superbement les soucis quotidiens ?

Quatrième question : Que vont faire les autres candidats, ceux à qui sont attribuées, malgré le sérieux de plusieurs d'entre eux, fort peu de chances d'accéder au second tour ? …Vont-ils pouvoir s'entendre sur un "programme commun" et faire bloc derrière l'un d'eux ? N'importe lequel d'ailleurs, car l'enjeu n'est pas de trouver un homme providentiel mais de retrouver l'espérance d'un avenir meilleur, en redressant la barre en sens inverse du tournant libéral qu'a pris le PS de Mitterrand en 1983 (voir l'article ci-après)…

Cinquième question : Qui l'emportera : le courage et la force des idées portées par ces candidats ou bien la perversité d'une certaine presse pour les dénigrer ?

Cette dernière question rejoint doublement la deuxième :
1) La victoire spectaculaire remportée par Benoît Hamon sur Manuel Valls a été une grande joie pour tout distributiste, elle ne peut que rendre nos lecteurs optimistes car c'est la preuve que les électeurs, eux, ne rejettent pas l'idée d'un revenu universel. En réussissant à la faire percer Benoît Hamon renforce notre volonté d'espérer que les êtres humains sont capables de prendre leur avenir en main. Les difficultés posées par le financement d'un revenu garanti dans le régime capitaliste sont si grandes et si diverses qu'elles devraient ouvrir les yeux sur l'obstacle monétaire. Alors, allons-y !! La prochaine GR sera un numéro spécial pour soutenir l'argumentation de nos lecteurs sur les réponses que nous apportons à ce sujet.
2) Il faudrait que l'électeur soit en mesure de percevoir comment les professionnels du journalisme s'y prennent pour le pousser à rejeter ce qui pourrait vraiment être un programme d'espoir…

Comment se fabrique l'opinion

On aborde là l'incompatibilité entre démocratie et système capitaliste : les propriétaires de la grande presse sont de puissants groupes financiers qui disposent ainsi des moyens de façonner l'opinion en faveur de la politique qui leur permet de maintenir cet énorme pouvoir. Cette politique de droite,

1. lire les détails dans l'étude édifiante de deux sociologues, publiée sous le titre *De qui François Fillon est-il le prête-nom ?* dans *Le Monde Diplomatique* de février 2017.

2. voir *GR* 1158 p. 3.

évoquée ci-dessus, est la "politique de l'offre" à laquelle Hollande et Valls se sont ralliés en prétendant qu'il faut aider les entreprises à être "compétitives" et gagner de nouveaux marchés parce qu'alors elles deviendront philanthropes : elles créeront tellement d'emplois que leur prospérité sera partagée par tout le monde.

Pendant le quinquennat qui s'achève, ce leurre nous a valu, entre autres, la loi Travail, forcée à coup de 49-3 ; le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi, qui a coûté 41 milliards au budget de l'État et permis aux sociétés qui en ont bénéficié d'augmenter leurs bénéfices de 37% et de verser 56 milliards de dividendes[3] à leurs actionnaires ; et quelque 70 milliards par an filant encore en douce dans les paradis fiscaux.

L'échec est flagrant.

Mais qu'importe ! Puisqu'elle les "intéresse", les grandes entreprises soutiennent cette politique par tous les moyens, y compris le mensonge, en sauvant les apparences. L'idée d'un revenu garanti pourrait faire réfléchir ? Il faut dissuader les électeurs de l'envisager, leur mette dans la tête qu'un "parti de gouvernement" ne saurait envisager une telle absurdité.

Un exemple de cette "manipulation" m'est tombé récemment sous les yeux. S'il m'a scandalisée, alors qu'il y en a tant d'autres, c'est parce qu'il s'agit d'un journal qui passe pour un quotidien de référence et que le mensonge était vraiment gros. Dans *Le Monde* du 17/1/17, il était écrit, comme une évidence, entre d'autres affirmations, que «*le chômage n'est pas une fatalité, comme l'atteste le plein emploi au Royaume-Uni et en Allemagne, le salaire en CDI reste la norme écrasante tandis que l'ubérisation de la société n'est pas certaine*». Je veux bien que l'ubérisation ne soit pas encore étendue à toute la société, n'empêche qu'elle en prend le chemin. Mais quel culot d'oser écrire, et dans un éditorial (non signé), que le CDI reste la norme, et é-cra-san-te ! Quel plein emploi voit-il au Royaume-Uni, ce pays des "jobs à zéro heure" (sans garantie ni d'un temps de travail, ni d'un salaire minimum, c'est : «*restez près d'un téléphone pour qu'on puisse vous appeler si pour une heure, ou peut-être plus, on a besoin de vous !*») ? Il feint d'ignorer que ce genre de contrats, que les syndicalistes n'ont pas réussi à faire interdire par la loi, s'est étendu à tout le marché du travail au point que, selon l'agence Reuters, ils représentaient un cinquième des emplois créés depuis 2008. De même, ce professionnel de l'information ne veut pas savoir que les Allemands ont inventé les "jobs à 1 euro l'heure" ! Le développement de ces "bullshit jobs" dénoncés sous ce terme (traduit en français par "emplois de merde") par David Graeber, ne peut pas être ignoré par l'éditorialiste du *Monde*. Il est plus vraisemblable qu'il fait partite de cette "classe" que ce sociologue décrivait en ces termes : «*La classe dirigeante a imaginé qu'une population heureuse et productive disposant de temps libre constitue un danger mortel… Qui plus est, le sentiment que le travail est en soi une valeur morale et donc que les gens doivent être soumis à un travail intense même s'il ne sert à rien, lui convient extraordinairement bien*».

Marie-Louise DUBOIN

3. chiffres rappelés par J-F Kahn dans *L'ineffaçable trahison*.

La casse des droits sociaux

Le CADTM (en France, 130 av. de Versailles, 7016 Paris) publie une magnifique et forte intéressante revue AVP, *Autres voix de la Planète*.

Dans son numéro du 4° trimestre 2016, il faut lire, entre autres études, celle qui concerne l'histoire de la sécurité sociale : les premières caisses ouvrières, dès la fin du XIX° siècle, étaient des caisses **mutuelles** ; les congés payés, en 1936, ont fait admettre qu'un travailleur pouvait être payé par son entreprise pendant qu'il se repose pour reprendre des forces ; à la sortie de la guerre 39-45, la social-démocratie, craignant le communisme, a accepté l'idée d'un salaire social "collectif" versé par les entreprises couvrant les risques inhérents au marché du travail.

Or ce pacte social est rompu.

Depuis le tournant libéral du début des années 1980, des contrats permettent à des entreprises de s'exonérer d'une partie des cotisations, d'où un déficit croissant de la Sécurité sociale, qui finance directement et parfois massivement une partie du coût de l'emploi. L'"activation " des dépenses de chômage se transforme en "activation des chômeurs" désormais culpabilisés, responsables de "valoriser" le coût qu'ils représentent pour la société, et l'institution publique impose le mot d'ordre de rentabilité pour se permettre de contrôler, voire sanctionner, leur comportement dans la recherche d'emploi.

En 1983, le gouvernement de François Mitterrand décidait de suivre le tournant libéral initié par Ronald Reagan et Margaret Thatcher.

Finis les changements que l'élection de mai 1981 avait fait espérer…

La Grande Relève avait réagi en publiant une brochure dont le titre, ***SORTIR LE SOCIALISME DE LA CRISE****, était un programme d'espoir.*

Alors que les débats autour de l'élection primaire de janvier dernier ont mis en évidence la coupure profonde entre la gauche et la droite au sein du PS, ***JEAN-PIERRE MON*** *a relu cette brochure et résume ici la présentation que Marie-Louise Duboin y faisait de propositions qui sont toujours d'actualité.*

Mort ou résurrection du PS ?

Avec Jaurès et Blum, le PS a eu ses heures de gloire. Avec Mollet, il s'est enfoncé dans l'indignité. Il serait trop long d'en faire l'histoire intégrale. Nous nous bornerons donc à sa renaissance au début des années 80 du siècle dernier.

1981

Après 33 ans d'une Cinquième République, gérée sans discontinuer par la droite, l'élection de François Mitterrand à sa présidence et l'avènement qui en découle d'un gouvernement de gauche soulèvent de grands espoirs dans la population. En effet, avec 58 % des sièges à l'Assemblée nationale, le parti socialiste a les mains libres pour mettre en œuvre les "*110 propositions pour la France*", inspirées du *Programme Commun* signé en juin 1972 par le parti socialiste, le parti communiste et le mouvement radical de gauche. Les vastes réformes sociales (baisse de l'âge de la retraite, semaine de travail de 39 heures, cinquième semaine de congés payés, lois Auroux,…) engagées en 1981-82 en sont tirées. Elles confirment les attentes de la grande majorité des Français tandis que la droite et une partie des "élites économiques" dénoncent cette «*gauche du programme commun*» comme un risque de communisme…

Les réformes engagées augmentent considérablement les dépenses de l'État si bien que l'inflation atteint 13,4% à la fin de 1981.

Dans le même temps, le néolibéralisme a pris son essor avec les politiques restrictives de Margaret Thatcher au Royaume-Uni et de Ronald Reagan aux États-Unis. De son côté, l'Allemagne lutte contre la hausse des prix. Le franc est attaqué de toutes parts. Les capitaux fuient en Suisse… La France ne peut plus se permettre de continuer sa politique de relance dans un tel contexte.

En octobre 1981, le gouvernement procède à une dévaluation du franc de 3%, puis en juin 82 à une nouvelle dévaluation de 5,75%.

En mars 83 la gauche perd les élections municipales et Pierre Mauroy démissionne de ses fonctions de Premier ministre. La situation internationale de la France est très mauvaise : malgré les dévaluations, la fuite des capitaux continue. Le mark allemand et le florin néerlandais sont réévalués de 4,25 % par rapport aux autres monnaies du SME[1]. Le franc perd 8 % par rapport au mark. Tous les indicateurs financiers (budget, balance commerciale, balance des paiements) sont dans le rouge.

Pendant une dizaine de jours, François Mitterrand hésite. Rompre avec la Communauté économique européenne, quitter le Système monétaire européen et isoler l'espace économique français en développant une politique protectionniste ? C'est la position défendue par J.P. Chevènement, ministre de la Recherche et de la Technologie puis de la Recherche et de l'Industrie qui refuse de participer au troisième gouvernement Mauroy[2] pour s'opposer au tournant libéral du PS impulsé par Jacques Delors, ministre de l'économie et Laurent Fabius, ministre du budget.

Après de longues discussions, Mitterrand finit par opter pour la rigueur : augmentation des prélèvements obligatoires, diminution des dépenses budgétaires, blocage des prix et des salaires…

Ce "*tournant de la rigueur*" marque en fait le ralliement du parti socialiste français à l'économie de marché et la fin d'une politique de "*rupture économique*".

C'est son "*Badgodesberg*"[3] qui sera désormais la nouvelle culture des gouvernements "socialistes" français.

En avril 83, cependant, Louis Mermaz, membre de la direction nationale du parti socialiste depuis 1971, élu président de l'Assemblée nationale le 2 juillet 1981 (poste qu'il occupera jusqu'en 1986) appelle à réagir : «*Il appartient aux socialistes de porter une appréciation sur les deux années qui viennent de s'écouler, de faire le bilan des succès et des difficultés rencontrées, de proposer les*

moyens de surmonter les obstacles. Il faut que ceux qui, au sein du parti, ont des propositions à faire, s'expriment».

Cet appel a été entendu par des militants de diverse associations, tous profondément socialistes (membres ou non du parti, distributistes, mondialistes, …).

Ils entreprirent de rédiger une brochure intitulée ***Sortir le socialisme de la crise*** dont les rédacteurs de la *Grande Relève* ont été la cheville ouvrière.

Ils l'ont signée François Mauroche* pour manifester leur volonté de promouvoir des idées qui pourraient être acceptées par tous les courants.

Dans l'éditorial de la *GR*817 (de novembre 1983) Marie-Louise Duboin en faisait ce résumé en trois points :

• **Comprendre** la réalité de la création monétaire, les crises provoquées par les grandes transformations des moyens de production (et comment elles furent surmontées), l'absolue nécessité pour le capitalisme de la croissance et de la solvabilité (plus ou moins artificielle) des ménages, l'échec de la théorie du déversement d'Alfred Sauvy face aux progrès de la robotique…

• **Inventer** une monnaie non transférable, un revenu universel, un service social (en bref les trois principes fondamentaux de l'économie distributive).

• **Préparer** : il est du devoir du parti socialiste d'agir pour mettre en route ce programme. *«Faute de saisir cette chance historique pour concrétiser le changement en lequel les Français avaient espéré, non seulement la gauche perdra, et pour longtemps, toute crédibilité et tout pouvoir mais l'instauration du revenu social, parce qu'elle est nécessitée par les faits, se fera sans elle dans un contexte infiniment moins ouvert… Il sera alors l'instrument d'une société durable (déjà amorcée) dans laquelle une classe peu nombreuse de "jeunes loups" décideurs aura tout pouvoir sur le choix des productions à entreprendre tandis que le grand troupeau inemployé sera considéré comme tout juste bon à consommer ce que "l'élite" saura lui faire désirer».*

L'indispensable phase de préparation *«consiste autant sinon plus à populariser une nouvelle façon de vivre en société qu'à définir les changements matériels à mettre sur pied. Elles devront créer un état d'esprit, expliquer la mutation en cours, montrer que la surcompétition économique est devenue nuisible, que les progrès récents nous apportent des possibilités entièrement nouvelles : celle de ne plus passer sa vie à la gagner, de mettre à profit le temps libéré pour des activités gratuites, humainement enrichissantes».*

* **MAUROCHE = FRANÇOIS** Mitterand, P. **MAU**roy, M. **RO**card, J-P **CHE**vènement

La brochure fut envoyée à **TOUS** les parlementaires socialistes… et nous n'en eûmes aucun écho, même **PAS UN** accusé de réception !

Une longue agonie ?

Après la perte des élections municipales de 1983, les désastres électoraux du PS se succèdent : européennes en 1984, cantonnales en 1985 et législatives de mars 1986 qui ouvrent le temps de la cohabitation avec la droite. Ce qui n'empêche pas Mitterrand d'être réélu président de la République en 1988 avec 54% des voix ! Faisant suite à l'échec de la gauche aux législatives de mars 1993, une nouvelle cohabitation présidée par Mitterrand va durer jusqu'en mai 1995. C'est le succès personnel de Mitterrand, pas celui du PS : outre les premières mesures sociales et sociétales qu'il avait prises au début de son premier mandat, les traces culturelles matérielles qu'il a laissées au cœur de Paris (l'Opéra Bastille, le Grand Louvre et sa pyramide, l'arche de la Défense, la Bibliothèque nationale de France, l'Institut du monde arabe, la Géode et le parc de La Villette, la Cité de la musique et le ministère de Bercy) ont sans doute pesé en favaeur de sa réélection.

Le PS reviendra au pouvoir lors de la cohabitation de 1997-2002 avec Chirac. Jospin nommé Premier Ministre eut le grand mérite d'imposer la durée hebdomadaire du travail à 35 heures. Mais son échec catastrophique à la présidence de la République en 2002 éloignera le PS du pouvoir pour dix ans.

L'espoir allait revenir avec l'homme qui le 22 janvier 2012 déclarait au Bourget : *«Dans cette bataille qui s'engage, je vais vous dire qui est mon adversaire, mon véritable adversaire. Il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance».* Cet homme, c'était le candidat socialiste à la présidence de la République. Vous l'avez, bien sûr, reconnu : c'était François Hollande qui, à peine élu, se précipitait dans les bras de la finance. Mais, comme l'explique[8] si bien Jean-François Kahn, beaucoup d'autres promesses n'ont pas été tenues. Les électeurs n'ont pas tardé à réagir : le PS, qui au printemps 2012 détenait toutes les régions, la majorité et la présidence du Sénat, un *très* grand nombre de municipalités et de conseils généraux, a aujourd'hui presque tout perdu. Mais seuls quelques ministres courageux ont désapprouvé la politique de Hollande et ont quitté le gouvernement pour marquer leur désaccord.

2017

La crise politique qui touche la France n'est pas une exception. Ce n'est pas une crise locale, c'est une crise systémique.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, dans la plupart des pays occidentaux, régnait la social-démocratie. Pour faire bref, disons qu'il s'agit d'un état d'équilibre qui s'était établi entre le travail et le capital : les syndicats négociaient les salaires avec les employeurs et l'augmentation des salaires des travailleurs accroissait la demande, donc les profits des entreprises… Les économistes soutenaient l'idée que les gouvernements devaient assurer l'emploi. Ce qui encourageait la plupart des partis de gauche à faire la paix avec le capitalisme au lieu de chercher des alternatives plus radicales…

Or, partout dans le monde, et depuis de longues années, cette social démocratie se délite.

Plus de trente ans après les *Trente Glorieuses*, les hommes politiques de gauche continuent de rêver à cet âge d'or. Mais durant ces trois décennies, le monde a subi de grands changements dans les domaines économique, social, culturel et politique dont les effets souvent imprévisibles s'accélèrent pour le meilleur comme pour le pire. Au point de vue politique, maîtriser ce monde en pleine transformation est devenu extrêmement complexe.

Pour le moment, le néolibéralisme est plus que jamais triomphant, les riches deviennent de plus en plus riches alors que les pauvres continuent de s'appauvrir. En 2016, les 62 personnes les plus riches du monde possédaient autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale du globe, soit environ 3,5 millions de personnes[4]. (Ce qui est injustifiable : il est bien évident qu'une seule personne ne peut pas être 100 millions de fois plus "productive" qu'une autre, en bonne santé et raisonnablement instruite[5]).

Signalons aussi aux fanatiques de l'emploi salarié que, selon l'*Organisation Internationale du Travail*, le chômage devrait encore augmenter en 2017 de 3,4 millions, ce qui portera le total mondial à 201 millions de chômeurs)[6].

Pour couronner le tout, les État-Unis se sont dotés d'un président irresponsable pour qui le réchauffement climatique n'existe pas et qui, tout en dénonçant "les élites", gouverne pour le plus grand profit de la finance et des grosses entreprises.

L'espoir

Les primaires du PS ont eu le mérite de mettre en évidence les désaccords profonds au sein de ce parti. Les résultats du premier tour ont suscité un certain espoir qui s'est manifesté par une forte hausse de la participation au second tour, donnant une large majorité (58,65% des suffrages) à Benoît Hamon contre Manuel Valls. Un fois encore, *la vox populi* a mis en échec les sondeurs professionnels qui n'avaient pas vu que le succès de Benoît Hamon était prévisible parce que c'est le seul candidat qui faisait des propositions nouvelles, ouvertes vers un monde meilleur !

On peut dire que son projet de revenu universel a fait couler et continue de faire couler beaucoup d'encre, le plus souvent pour raconter, hélas, n'importe quoi. À ce sujet, ***La Grande Relève*** a fait de nombreuses mises au point qu'on pourra retrouver notamment dans les numéros *GR*1097 d'avril 2009 et *GR*1116 de janvier 2011.

De ce dernier, voici un extrait de l'article intitulé **Un programme pour la gauche ?** : *«Institutionnalisée avec ces garanties et politiquement encadrée, l'allocation universelle est à même de devenir le fer de lance d'une nouvelle offensive de la gauche, adaptée aux circonstances actuelles pour prendre le contrôle collectif des moyens de production, c'est-à-dire de l'espace social et économique dans lequel nous voulons vivre».*

Ce même article précisait que *«pour que l'allocation universelle puisse devenir la charpente d'un projet de gauche, elle doit faire partie d'un train de mesures comportant d'abord un salaire minimum dont le montant soit fixé par la loi au moins au niveau du seuil de pauvreté et ensuite la garantie par les pouvoirs publics de l'accès inaliénable pour tous, sans condition, et sans pression, à des services sociaux de qualité, tout aussi importants que l'allocation universelle, tels que l'enseignement, la santé, les aides à la personne».*

L'indépendance matérielle est la condition de la liberté et d'une citoyenneté réelles. Pour l'instaurer dans notre monde, soumis à toutes sortes de pouvoirs asymétriques, la garantie politique de l'allocation universelle est indispensable.

Ces considérations étaient en 2012 très éloignées des projets du PS. Aujourd'hui, si ce parti veut continuer à exister, il doit en faire l'ossature du programme de son candidat.

Jean-Pierre MON

Références :

1 – SME = **S**erpent **M**onétaire **E**uropéen, système monétaire ayant précédé la mise en place de l'euro.

2 - Après plusieurs remaniements, ce troisième gouvernement démissionnera le 17 juillet 1984 à la suite du rejet du projet de loi Savary mettant en place un grand service public unifié et laïque de l'éducation nationale. Pour ne pas cautionner la politique de rigueur, le parti communiste refuse de participer au nouveau gouvernement présidé par Laurent Fabius mais continuera à le soutenir.

3 – Congrès au cours duquel le SPD a formellement abandonné les idées d'inspiration marxiste, reconnu l'économie de marché et s'est déclaré lié au peuple entier et non aux seuls travailleurs.

4 - Rapport Oxfam International sur la répartition de la richesse dans le monde en 2016.

6 – Per Molander, *The Anatomy of Inequality: Its Social and Economic Origins- and Solutions*, Melville House/Random House, **2**016**.**

7 – Rapport OIT, Emploi et questions sociales dans le monde – tendances 2017.

8 – J.F. Kahn, *L'ineffaçable trahison*, Plon éd., 2015.

2. Quelques idées sur l'énergie

par **Michel BERGER**

ÉTAT DES LIEUX

Après avoir tenté de s'y retrouver dans les sciences de l'énergie et de baliser autant que possibles les interprétations des données statistiques, il m'a semblé utile de faire un bilan et d'examiner où nous en sommes, dans le monde et en France sur nos usages de l'énergie.

La situation climatique est grave et préoccupante, sur ce point tout le monde est d'accord, mais que d'illusions dans l'incantatoire «transition énergétique» ! Beaucoup y voient d'abord une solution au chômage endémique qui nous frappe, et accessoirement une réponse à la question énergétique qui préoccupe les plus lucides d'entre nous. Mais cette lucidité est encore étrangère à l'esprit de beaucoup de nos dirigeants. Il ne faut pas compter pour renverser le sens de l'histoire ni sur la future présidence des États-Unis, ni sur la présidence Russe, ni sur les pays producteurs de combustibles fossiles, ni sur les poids lourds de la démographie mondiale, tels la Chine ou l'Inde, ni sur les pays émergents. Beaucoup de ces derniers revendiquent, à juste titre, leur part dans le gaspillage de l'énergie mondiale auquel se sont adonnés pendant des décennies les occidentaux, et personne ne peut leur en tenir rigueur.

Cela fait beaucoup d'inconscients, au pouvoir étendu, alors que les peuples sont manipulés par de multiples désinformations provenant aussi bien des «climato-sceptiques» que des zélateurs d'une transition présentée parfois comme facile et sans effort. Pleins de bonne volonté, ils proposent des actions partielles, assez spectaculaires pour rassurer, mais d'une efficacité douteuse contre le réchauffement terrestre. Faire rouler par exemple des camions sur des capteurs solaires installés sur nos routes est-ce une solution d'avenir ? On peut raisonnablement s'interroger. Et bien des actions proposées au public pour résoudre la question énergétique sont du même ordre. Il convient donc de tenter d'aller plus loin.

QUELQUES DONNÉES ESSENTIELLES SUR L'ÉNERGIE

La consommation mondiale annuelle d'énergie primaire est d'environ 13.400 MTEP, transformée en énergie finale de 9.000 MTEP. La différence provient, comme je l'ai évoqué dans mon article précédent, de l'application du principe de Carnot : la transformation d'énergie calorifique en énergie mécanique dilapide dans la nature plus de 50% de la chaleur utilisée.

On pourra s'étonner de l'usage du terme «*consommation*» d'énergie, alors que nous avons vu que celui de «*dégradation de l'énergie*» était le seul convenable. Cependant, comme la grande majorité de celle que nous utilisons provient de combustibles fossiles, ces derniers sont bel et bien des matières consommables qui ne peuvent se reconstituer que très lentement. Une fois brulés, il faut des millions d'années d'assimilation chlorophyllienne et de transformations diverses pour les retrouver. Il s'agit donc bien de consommation.

À la vitesse où nous les exploitons, les réserves connues sont faibles, de l'ordre de 950.000 MTEP. Soit environ :

51 ans pour le pétrole.
53 ans pour le gaz naturel.
144 ans pour le charbon.

Le combustible nucléaire actuellement le plus utilisé, l'uranium 238, est aussi en quantité limitée, les ressources issues du territoire français sont maintenant à peu près épuisées. D'où l'obligation pour Areva de s'installer dans certains pays africains pour exploiter leur minerai, avec le succès que l'on sait...

La part de ces combustibles dans la production d'énergie primaire est la suivante :

32,8% pour le pétrole
28,8% pour le charbon
24 % pour le gaz naturel
4,4% pour le nucléaire
10 % pour les énergies renouvelables.

Pour ces dernières, l'essentiel est de nature hydroélectrique soit 6,7% contre 1,4% pour l'éolien, 0,9% pour la biomasse et la géothermie, 0,6% pour les biocarburants, 0,4% pour le solaire.

Nous sommes donc tributaires des combustibles fossiles à raison de 85%, et même de 90% si on ajoute le nucléaire dont l'énergie de base, l'uranium, est aussi issue d'un minerai.

Dans les 20 dernières années l'énergie primaire utilisée dans le monde a augmenté d'environ 50%, soit plus de 2% par an ! Malgré les proclamations constantes, rien n'indique un ralentissement prochain. Les rouages du libéralisme économique qui domine le monde sont tels qu'il est bien difficile d'en freiner un seul. Et quel pays s'y emploierait, sachant que le résultat sera à peu près nul si le monde entier ne participe pas au même effort ?

La seule croissance des «besoins» de 2% annuelle (si on ne s'occupe pas plus activement de les réduire à l'échelle mondiale) représente chaque année la mise en service de la totalité des sources renouvelables existantes déjà, issues du solaire et de l'éolien. Un accroissement de 100% par an de ce type d'énergie, et à l'échelle mondiale, est-il tenable ? On en est encore très loin. Et ce ne serait pas suffisant, car dans ces conditions la consommation de combustibles fossiles ne diminuerait même pas, et on continuerait d'aggraver au même rythme que maintenant la densité dans l'atmosphère des gaz à effet de serre.
Quels que soient les efforts sur les énergies renouvelables, les économies sur les autres sont donc indispensables, et à grande échelle. C'est la condition absolue pou r prolonger la vie sur terre…

Les inégalités dans le monde

Comme dans bien d'autres domaines les inégalités dans la répartition des richesses mondiales concernent aussi l'énergie. L'usage de l'énergie primaire s'élève en moyenne par individu à 1,89 TEP dans l'ensemble du monde, avec des disparités allant de plus de 1 à 15 selon les pays.
Le pire modèle est de loin celui des États-Unis dont l'usage énergétique est près du double de celui des pays à niveau de vie comparable.
Quelques exemples :

Tanzanie :	0,48 TEP/HAB
Inde	0,64 TEP/HAB
Chine	2,24 TEP/HAB
Royaume-Uni	2,78 TEP/HAB
Japon	3,48 TEP/HAB
France	3,67 TEP/HAB
Allemagne	3,78 TEP/HAB
États-Unis	6,94 TEP/HAB

(Source Wikipedia)

Le rapport entre le niveau de vie d'un pays et la consommation d'énergie par habitant est corrélé jusqu'à environ 4TEP/Hab/an. Au delà c'est du gaspillage : l'augmentation de l'usage d'énergie primaire n'apporte plus rien au niveau de vie des habitants.
Si le monde entier voulait atteindre ce seuil des 4 TEP/Hab/an, sensiblement celui des pays occidentaux, États-Unis mis à part, on doublerait la consommation d'énergie primaire. Dans le monde tel qu'il est, avec les sources d'énergies dont nous disposons encore, cela reviendrait à épuiser toutes nos réserves en moins de 30 ans et à augmenter encore la diffusion de gaz carbonique dans l'atmosphère. La concentration de ce gaz a atteint maintenant 400 ppm, taux jamais atteint dans l'histoire connue de la planète, et considéré comme un maximum acceptable pour ne pas accroître la température moyenne de la terre dans des proportions telles qu'elle devienne incontrôlable.
Les rejets de CO_2 sont en moyenne mondiale de 4,41 tonnes/hab/an. Avec des disparités selon les pays qui ne correspondent pas tout à fait à celle de la consommation d'énergie primaire. Ainsi l'Allemagne, qui se trouve dans la moyenne européenne de consommation, rejette 8,93 tonnes de CO_2/hab/an soit plus du double de la moyenne mondiale. De même, la Chine rejette 6,66 tonnes/hab/an, alors qu'elle ne consomme guère plus de combustibles fossiles que la moyenne. La raison en est pour ces deux pays l'utilisation du charbon pour assurer une partie de leur production d'électricité, alors que ce combustible, faiblement hydrogéné, est de loin le plus pollueur des fossiles.
À l'inverse, la France rejette «seulement» 4,32 tonnes/hab/an, un peu moins que la moyenne mondiale, en raison de son choix de produire la majeure partie de son électricité à partir d'énergie nucléaire.
La planète est capable de recycler, grâce à la photosynthèse, aussi bien sur terre que dans les mers, environ 2 tonnes de CO_2/hab. Il faudrait donc diviser par 2 le volume de nos rejets pour assurer la seule stabilité de la concentration en CO_2 dans l'atmosphère ; on en est loin.

Qu'en est-il en France ?

La France n'exploite sur son propre sol presque plus aucune sorte d'énergie fossile. Elle en importe par an 146 MTEP, essentiellement du pétrole et du gaz naturel. Elle produit localement l'équivalent en énergie primaire 139 MTEP dont 122 sous forme d'électricité. Celle–ci est obtenue d'abord par le nucléaire à raison de 77% ; par les renouvelables (dont essentiellement l'hydroélectricité) 18% auxquels s'ajoute un peu d'énergie fossile (5%). La plus grande partie de notre production locale d'énergie est donc d'origine nucléaire. Elle nous permet même d'en exporter une partie, soit 32 MTEP.
Nous sommes dans ces conditions très dépendants du marché mondial de l'énergie, puisque nous n'avons ni pétrole ni gaz, et que les houillères françaises sont désaffectées depuis longtemps. À un moment de son histoire où il semble que tout puisse arriver, cette dépendance de la France, à laquelle des dizaines d'années sans grand problème nous ont habitués, n'est cependant pas très rassurante. L'épisode de la guerre du Golfe dans les années 1960 a été un peu trop oublié. Encore étions nous à une époque où les houillères fonctionnaient encore et où les besoins en énergie étaient très inférieurs à ce qu'ils sont maintenant.
Entre 1990 et 2014 les indicateurs principaux concernant la France ont évolué ainsi :

- Croissance de la population : 13,4%,
- Croissance de l'usage d'énergie primaire : 8,3%,
- Croissance de notre production 22,6% (essentiellement électrique),
- Réduction des importations : 4,3 %.

On constate que nous vivons toujours dans une optique de croissance, mais elle s'explique par l'accroissement de la population, plus rapide que celle de l'usage d'énergie primaire. La réduction (légère) des importations signifie aussi celle de l'usage des énergies fossiles. C'est donc la production électrique qui satisfait en grande partie les besoins nouveaux en énergie primaire. C'est pourquoi la France n'est pas le pays le plus responsable de l'augmentation des rejets de CO_2, mais il y contribue tout de même par le simple effet d'une démographie assez prolifique.

LES USAGES DE L'ÉNERGIE

À quoi sert toute cette énergie ?
Où et comment faire des économies ?
Dans l'ensemble du monde la répartition de l'usage de l'énergie finale (abstraction faite de l'énergie perdue dans la transformation entre chaleur et énergie mécanique) est la suivante. Elle porte sur un total d'énergie finale de 9500 MTEP

- Industrie	29%
- Transport	28%
- Résidentiel	23%
- Tertiaire	8%
- Agriculture	2%
- Usages divers	9%

Les trois postes les plus «consommateurs» dans le monde sont l'industrie, les transports et le secteur résidentiel.
En France la répartition est sensiblement différente :

- Transports	32,6%
- Résidentiel	30,5%
- Industrie	19,2%
- Tertiaire	14,6%
- Agriculture	3,1%

L'industrie française utilise assez peu d'énergie par rapport au reste du monde, simplement parce que les industries lourdes (sidérurgies, cimenteries, etc.) ont maintenant émigré vers les pays en développement. Les industries de transformation sont beaucoup moins exigeantes en énergie, et ce sont pratiquement les seules qui demeurent encore dans les pays européens.
Les deux secteurs les plus consommateurs sont donc le transport et le résidentiel. C'est d'ailleurs dans ces domaines que réside l'essentiel des mesures à prendre pour amorcer la transition énergétique dont personne ne conteste la nécessité.
L'un et l'autre sont malheureusement figés par plusieurs décennies de mesures irresponsables qui rendent très difficiles les retours en arrière.

Les transports : Depuis une trentaine d'années les choix politiques ont privilégié les transports de marchandises sur le réseau routier ; il a atteint 88% du trafic contre moins de 10% pour le réseau ferroviaire et 2,4% pour le système fluvial. Au cours des trente dernières années le fret SNCF s'est complètement marginalisé. Désaffection qui remonte au milieu du 20e siècle puisqu'en 1947, 75% des marchandises étaient encore transportées par voie ferrée. Par suite d'une gestion surprenante des investissements sur le réseau ferré même le trafic voyageur est en perte de vitesse, en raison, en partie, d'une politique tarifaire aberrante.
Et pourtant, en matière d'énergie la dépense n'est pas du même ordre. Pour 100 Km/passagers effectués, une voiture exige 63 kWh, contre seulement 3 kWh pour les TGV et 8 kWh pour les trains ordinaires…
Un précédent ministre de l'économie (E. Macron) a imaginé de favoriser la création de lignes de bus pour concurrencer la SNCF. Ces derniers sont certes moins consommateurs d'énergie que les voitures, avec en moyenne 21 kWh pour 100 km/passager, mais ils restent encore 7 fois plus exigeants que le TGV et 3 fois plus que les trains ordinaires !

Le secteur résidentiel. Gros consommateur d'énergie, il a subi aussi en France une politique de développement irréfléchie. Sous la pression des lotisseurs, les constructions de quartiers pavillonnaires de faible densité se sont répandues sans contrôle aux périphéries des villes, éloignant les populations des centres, des équipements et des emplois. D'où l'usage pléthorique de l'automobile, les transports en commun étant inadaptés aux faibles densités urbaines. La durée des migrations domicile-travail a explosé, atteignant jusqu'à 3 heures par jour pour les plus défavorisés dans la région parisienne. Avec une surconsommation d'énergie devenue incompressible.
À titre de comparaison, la densité moyenne sur l'ensemble de la région parisienne, pour une douzaine de millions d'habitants, ne dépasse pas 950 habitants au kilomètre carré, alors qu'elle atteint plus de 20.000 dans Paris intramuros. Valeurs qu'il faut moduler car les périphéries sont occupées en grande partie par de très grands équipements : Zones industrielles, commerciales, aéroports, voirie de desserte, ce qui réduit d'autant les surfaces consacrées à l'habitat.
Autre aberration : la volonté politique de développer la propriété privée au détriment de la location. Comme il est plus difficile de quitter un logement si on en est propriétaire que locataire, la mobilité résidentielle est devenue beaucoup plus faible que la mobilité du travail. Or celle-ci n'a cessé de croître en raison des mutations profondes du système productif: dans un monde où depuis des décennies les emplois se raréfient, on ne retrouve que rarement un nouvel emploi à proximité de son domicile. De ce fait l'éloignement croissant de l'habitat par rapport au lieu de travail a pour conséquence l'augmentation de la durée des déplacements quotidiens. Et donc de la consommation d'énergie.

Le développement des logements individuels sous forme de constructions isolées n'est pas non plus sans effet sur la consommation d'énergie due au chauffage, soit rappelons-le environ 60% des besoins domestiques. Les pertes de chaleur sont proportionnelles aux surfaces d'échange entre les milieux intérieurs (que l'on chauffe) et l'atmosphère extérieure. Or cette surface d'échange est environ quatre fois plus élevée dans un pavillon individuel que dans un logement collectif de surface équivalente. L'isolation indispensable a été rarement prévue dans les constructions antérieures aux années 1980, celles qui constituent encore la majorité du parc résidentiel.
Pour la moyenne de ces dernières, la dépense d'énergie dans les logements, tous usages confondus, est de l'ordre de 150 kWh/m2/an. Depuis la mise en application de la RT2012, les logements neufs ne peuvent pas dépasser la norme de 50 kWh/m2/an. Norme facile à atteindre, et même à améliorer, puisque certaines constructions neuves parviennent à des valeurs inférieures, voire produisent, grâce à la multiplicité de capteurs solaires, plus d'énergies qu'elles n'en utilisent.

*

Si la transition énergétique est bien un impératif à court terme, elle reste un objectif incantatoire plus qu'une réalité, y compris dans les programmes des candidats à l'élection présidentielle. Il faut en mesurer la difficulté, car il ne suffit pas pour y parvenir de faire des promesses, comme par exemple de sortir du nucléaire, sans savoir avec précision par quels types d'énergie on le remplacera ou quelles économies d'énergie resteront possibles et acceptables par les populations du monde entier.

*

On a vu que, dans notre situation, les énergies renouvelables ne représentent qu'un apport faible par rapport aux énergies fossiles et nucléaires. Avant qu'elles ne soient prépondérantes, il faudra du temps, même si leur développement est rapide.
Et quant aux sources d'économie, si elles sont faciles à identifier, elles supposent des transformations considérables et l'anéantissement rapide d'une masse d'investissements réalisés dans les dernières décennies, parce qu'ils sont devenus incompatibles avec un programme sérieux d'économie.
Il faudra alors les remplacer par d'autres, qu'aucun économiste ne se hasarde encore à évaluer. Il faudra, en plus, en faire accepter les conséquences à la population.
Qui se précipitera pour annoncer que les propriétaires d'un pavillon situé en périphérie d'une grande ville devront l'abandonner sans contrepartie pour s'installer en location dans un immeuble collectif à proximité d'un réseau de transport en commun ?…
Et pourtant, ce pourrait être nécessaire.
Proposition extrême et caricaturale, j'en conviens, mais elle montre l'ampleur des bouleversements qu'il nous faudra accepter. Cela dans une multitude de domaines : le rapport au travail, la production et le mode de répartition des richesses, l'aménagement du territoire et les choix de société qui en découlent.

Dans le discours politique et économique, on se borne à voir dans la transition énergétique une source de nouveaux emplois, ce qui est vrai et rassure tout le monde, mais on reste muet sur les implications qu'entraineront toutes ces mutations. Mutations qui seront d'ailleurs positives si on accepte de vivre dans une société orientée sur la simplicité, la convivialité et la coopération, à l'encontre des comportements consuméristes et concurrentiels auxquels nous ont contraints l'idéologie libérale, mal contrôlée.

*

Des changements massifs des systèmes social, économique et politique sont donc indispensables et je me propose de résumer dans un prochain article les catastrophes qui nous attendent si nous continuons à tergiverser, si les climato-sceptiques s'enferrent dans leurs certitudes, si les prospecteurs d'énergies fossiles continuent à dévaster la planète, et si les politiques se bornent à scruter la croissance du PIB…
Mais comme le pire n'est jamais sûr je terminerai cette incursion dans le domaine de l'énergie par un dernier article donnant un aperçu de toutes les possibilités que les sciences, physiques, économiques ou sociales nous permettent d'espérer dans un avenir proche.

*

En gardant à l'esprit la générosité du soleil, qui nous apporte en permanence environ 10.000 fois ce dont nous avons besoin, et ceci pour encore plusieurs milliards d'années. Il suffirait de savoir comment récupérer cette énergie très dispersée. C'est loin d'être évident, mais cet espoir mobilise d'innombrables chercheurs et de nombreuses avancées sont en cour d'expérimentation.
Rien n'est donc perdu si nous décidons de nous en donner les moyens.

Références.

La majorité des informations présentes dans cet article proviennent des multiples sites internet consacrés à l'énergie.
•En particulier, l'Agence Internationale de l'Énergie, le Ministère de l'Environnement et, les brochures intitulées "*Repères*" qui fournissent de multiples données statistiques.

• Les données statistiques de L'INSSE, du GIEC, de Négawatt et de Wikipedia.
• Et des livres suivants :
Christian Ngo, *L'énergie*, éd. Dunod, 2002
Daniel Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, éd. La Découverte, 2010.

Le texte ci-dessous constitue un éloge de la démarche philosophique et de la «simplicité du regard» qui l'accompagne, ainsi qu'un (modeste) hommage au philosophe Pierre Hadot (1922-2010). Titulaire d'une chaire de philosophie antique au Collège de France sur proposition de Michel Foucault, Pierre Hadot a su, tout au long de son œuvre, évoquer magnifiquement ce «regard d'en haut» qui seul peut nous permettre de transformer nos comportements, de transfigurer la banalité, le sordide parfois, de notre quotidien. Tout au long des lignes qui suivent, je me suis largement inspiré de son dernier ouvrage «La philosophie comme manière de vivre» (1) auquel je me suis permis d'emprunter le titre.

LA SIMPLICITE COMME MANIERE DE VIVRE

par **Bernard BLAVETTE**

Il y a 13,7 milliards d'années, suivant les plus récentes estimations, un torrent d'énergie colossal, inconcevable pour tout esprit humain, surgit de ce que les astrophysiciens nomment, faute de mieux, un «point singulier». 400.000 ans plus tard la matière apparaît et se concentre en galaxies où se regroupent bientôt des milliards d'étoiles. Les réactions thermonucléaires à l'œuvre au cœur de tous ces soleils baignent alors d'énergie les planètes nouvellement formées, permettant ainsi à la matière d'évoluer vers plus de complexité. Et sur notre petite planète Terre «isolée» à la périphérie de notre Galaxie (et fort probablement ailleurs dans notre univers) un évènement extraordinaire va se produire il y a de cela 4 milliards d'années : dans le limon tiède du fond des mers, la matière parvient à s'organiser de manière à engendrer les premiers organismes monocellulaires capables de se reproduire.

Bientôt la vie grouille au sein des océans et ne tarde pas à se répandre sur l'ensemble des terres émergées.

Enfin, il y a 300.000 ans, intervient un nouveau «saut évolutif» décisif avec l'apparition des premiers hominidés (Neandertal) bientôt suivis de notre ancêtre direct l'Homo Sapiens.

À ce stade de l'évolution l'Univers naît à la conscience, devient capable de se contempler lui-même et de s'interroger sur sa nature profonde(3).

*

Ce bref panorama de la naissance de notre univers démontre de manière irréfutable que chacun d'entre nous, et plus largement l'ensemble du Vivant ainsi que les objets inanimés, sont issus d'une origine commune et sont indissolublement liés à ce que les philosophes de la Grèce Antique, ou plus proche de nous Montaigne et Spinoza, nommaient «Le Tout», le «Cosmos», ou encore «la Nature». Ainsi il n'est pas un atome de notre corps qui ne trouve son origine dans l'énergie primordiale.

Avoir pleine conscience de ce fait indubitable c'est se sentir investi d'une mission fondamentale : vivre pour permettre à notre univers d'évoluer encore vers plus de conscience, vers plus d'harmonie.

Cela signifie, pour chacun d'entre nous, se reconnaître comme une partie de l'Univers qui, par son existence même, contribue au mouvement général d'évolution permanente, et replacer les évènements auxquels nous participons dans la perspective de ce qu'ils apportent à notre Univers en terme d'équilibre et d'ascension spirituelle.

C'est ainsi qu'il faut comprendre le fameux dialogue rapporté par Michel de Montaigne : à un ami qui déclarait «*Je suis très fâché car je n'ai rien fait aujourd'hui*», Montaigne répondit «*Mais mon cher n'avez-vous pas vécu ? N'est-ce pas la plus illustre de vos préoccupations ?*» (4). Se sentir intimement imprégné d'une telle responsabilité globale, c'est ce que la philosophie nomme «Le regard d'en haut».

Ce processus de distanciation engendre une métamorphose intérieure qui nous incite à

remettre en question nos choix de vie, à nous tourner vers la simplicité.

Il s'agit d'une transformation profonde de la perception du monde : on passe de l'étroitesse du «moi» qui ne considère que son propre petit intérêt personnel au «moi» qui s'ouvre largement à une perspective universelle, à l'ensemble du Vivant.

La simplicité permet de «*dépasser la perception utilitaire que nous avons du monde, pour atteindre à une perception désintéressée du monde, non pas en tant que moyen pour satisfaire nos intérêts, mais tout simplement en tant que monde, qui surgit devant nos yeux comme si on le voyait pour la première fois*»(5).

Les passions humaines (richesse, notoriété, désir de «réussite», égos exacerbés…) deviennent dérisoires, le caractère autodestructeur des actes de violence apparaît comme une évidence. En fait cette prise de recul libère l'esprit de la servitude imposée par les désirs toujours renouvelés et jamais satisfaits, les préjugés, les pulsions incontrôlées et l'on peut avancer que la simplicité agit alors sur l'individu comme une thérapeutique apportant apaisement et sérénité.

Notre passé et le présent que nous vivons démontrent amplement qu'aucune action humaine ne peut être réellement efficace sans cette paix intérieure, et il serait profondément souhaitable que ceux d'entre nous à qui nous déléguons la charge d'agir sur notre destinée collective puissent tendre vers cet équilibre de l'esprit que procure la simplicité et le «détachement de soi». N'oublions pas que l'Académie de Platon était aussi un lieu de formation en vue d'un éventuel rôle politique… Le moins que l'on puisse dire c'est que nous sommes loin, très loin de cette démarche…

Car bien peu nombreux sont ceux qui parviennent à cette prise de conscience globale qui semble pourtant inscrite au plus profond de l'être humain. Déjà il y a presque 2.000 ans, le philosophe néo-platonicien Plotin s'interrogeait : «*Nous avons en nous de si grandes choses, pourquoi n'en avons-nous pas conscience, pourquoi, la plupart du temps, restons-nous sans exercer ces activités supérieures ? Pourquoi certains hommes ne les exercent-ils jamais ?*»(6). Ces questions appellent deux types de réponses : l'une à caractère social et sociétal, l'autre en terme d'éducation.

Tout d'abord l'immense majorité des êtres humains est engluée dans ce que je nommerais «la tragédie du quotidien».

Dans les pays pauvres la simple survie est une lutte permanente et chaque jour apporte la faim, la maladie, la violence.

Dans les pays considérés comme «riches», même si les conditions d'existence sont globalement plus satisfaisantes, la lutte pour la vie n'en demeure pas moins féroce. Il s'agit tout d'abord de parvenir à procurer à la famille un revenu suffisant pour lui permettre de profiter au maximum des supposés bienfaits de notre société d'hyper consommation. Dans une période de chômage de masse, lorsque l'on se heurte à chaque instant à l'exploitation de l'homme par l'homme, lorsque la concurrence de tous contre tous s'exacerbe jusqu'à atteindre des sommets, chacun est alors soumis à une pression psychologique aboutissant à des drames humains que nous ne devrions pas tolérer.

À cela s'ajoute le sentiment de vivre dans une société bloquée par le cynisme et l'intérêt personnel souverain. Personnel politique, justice, sport, milieu médical même, tous ont cédé avec plaisir et complaisance à l'appel des sirènes de la corruption, tandis que les cris de quelques «lanceurs d'alertes», de quelques organes de presse indépendants, sont volontairement ignorés par le plus grand nombre qui préfère se voiler la face.

On sait que les valeurs portées par une société, ainsi que les pratiques qu'elle tolère, exercent une profonde influence sur le comportement de chacun de ses membres, il n'est donc guère surprenant que beaucoup finissent par sombrer dans un état de grande confusion mentale. Initier le plus grand nombre à la quête philosophique, et à la simplicité de vie qui l'accompagne, devient donc d'une urgence absolue si l'on veut détourner notre espèce d'un chemin qui la conduit tout droit à l'échec.

Dans ce contexte l'éducation a un rôle crucial à jouer, mais dans un cadre profondément transformé. Aujourd'hui l'enseignement vise essentiellement à former des «producteurs/consommateurs» ; on étudie pour être capable, par son activité professionnelle, de se procurer un revenu monétaire permettant d'accéder à la considération et à la consommation. Dans le meilleur des cas cette formation sera saupoudrée de quelques «connaissances générales» bien trop superficielles pour avoir une quelconque influence sur la manière de vivre.

Les neurosciences nous ont démontré toute l'importance des premières années de la vie (jusqu'à 25 ans environ) dans le développement du cerveau et la formation de la personnalité. C'est donc dès le plus jeune âge que le petit d'homme devrait recevoir les connaissances qui lui permettront de se situer par rapport à l'univers qui l'entoure, qui lui feront découvrir l'importance du rôle qui lui est imparti dans un monde non pas tout fait mais en train de se faire.

Cet enseignement pourrait reposer sur trois piliers : la science fondamentale, l'art, et la philosophie.

La science et l'art marchent «la main dans la main», nous communiquant chacune une vision du monde complémentaire. La science énonce

les grandes lois de l'Univers, l'art se préoccupe du particulier. Ainsi la science nous explique les processus à l'œuvre au cœur de notre étoile qui lui permettent de nous inonder de son énergie, de sa lumière ; mais un coucher de soleil de Turner nous décrit un évènement spécifique, unique, vu à travers le regard singulier du peintre. Par leur association même ces deux démarches enrichissent notre perception du monde : l'Univers devient une œuvre d'art et l'art une représentation de l'Univers.

De son côté la philosophie nous initie à la Raison, fondement de toute communauté humaine. La Raison c'est tout d'abord l'indépendance de pensée sans laquelle il n'est pas de liberté, il n'est pas de démocratie, car elle nous permet de nous dégager du mimétisme, des réactions émotionnelles, des discours fallacieux, de toutes ces influences délétères plus présentes que jamais dans notre monde contemporain. De manière pratique le recours à la Raison permet d'invalider un argument non pas en le réfutant directement mais en le reformulant de manière rigoureuse pour en faire ressortir toutes les conséquences, souvent toute l'absurdité. C'est la «méthode socratique» qui nous serait précieuse en ces temps de campagne électorale… (7) è!ik x cvv La Raison incite aussi les sociétés humaines à agir de concert avec la Nature, en symbiose avec ses modes de fonctionnement.

L'être humain n'est plus alors en guerre avec une Nature qu'il faut vaincre en la massacrant, mais il cherche à percer ses mystères par une initiation progressive respectueuse du Vivant. L'homme qui identifie ainsi sa vision avec celle de la Nature voit s'éloigner de lui l'angoisse et la peur, il n'est plus étranger au monde, tout lui devient familier, il est chez lui dans l'Univers entier.

Celui qui agit sous l'empire de la Raison est donc en paix avec lui-même, avec le monde et avec ses semblables. Le souci de vivre au service des autres lui vient alors naturellement, simplement, sans même y penser, «*comme la vigne donne son raisin*» disait Marc Aurèle (121-180) l'empereur philosophe.

*

Un tel enseignement, s'il était prodigué tout au long de nos vies, permettrait à chacun d'entre nous de se détacher de l'insignifiance et de l'inutile pour s'ouvrir à l'essence des choses, ce qui nous amène à la fameuse «*parabole du sculpteur*» imaginée par les philosophes antiques.

Le sculpteur qui désire réaliser une statue commence son œuvre face à un bloc de marbre ; son travail va consister à enlever la matière superflue, faiblement organisée, pour ne conserver que la forme signifiante qu'il désire obtenir et qui devra ensuite être polie et repolie pour la rendre harmonieuse à l'œil et douce au toucher.

> «*Ne cesse de sculpter ta propre statue*».
> Plotin (205-270 de notre ère) (2)

De même chaque être humain doit, tout au long de sa vie, «*sculpter*» et «*polir*» sans cesse sa propre statue, se libérant ainsi du carcan de l'ignorance pour atteindre cette simplicité essentielle qui confère légèreté, liberté et plénitude.

C'est ce à quoi nous invite un très beau texte attribué sans réelle certitude à Einstein et cité par Pierre Hadot : «*Un être humain n'est qu'une partie, limitée dans le temps et l'espace du Tout que nous appelons l'Univers. Cependant il considère sa personne, sa pensée, ses sentiments comme une entité séparée. C'est là une sorte d'illusion d'optique, une illusion qui nous enferme dans une espèce de prison, puisque nous n'y voyons que nos propres aspirations et que nous ne donnons notre affection qu'au petit nombre de personnes qui nous sont les plus proches. Il est de notre devoir de sortir de ces étroites limites et d'ouvrir notre cœur à tous les êtres vivants et à la nature entière dans sa magnificence. Nul n'est capable d'atteindre pleinement ce but, mais nos efforts pour y parvenir contribuent à nous libérer et à nous apporter la paix intérieure*».

Références :

(1) : Ed. Albin Michel (2001).

(2) : Cité par Pierre Hadot dans «*Plotin ou la simplicité du regard* » - Folio-Essais (1997).

(3) : Signalons ici le débat qui divise profondément les scientifiques : l'énergie primordiale était-elle programmée, contenait-elle un code lui permettant de déboucher nécessairement sur l'apparition de la vie et de la conscience ? Ceci n'est pas l'objet du présent article, mais on ne peut manquer de mentionner en passant cette question, la plus fondamentale qui soit. A noter aussi que le processus de naissance de l'Univers est ici simplifié pour ne pas alourdir inutilement le texte.

(4) : Essais, livre III.

(5) : Pierre Hadot «*La philosophie comme manière de vivre*».

(6) : Cité par Pierre Hadot dans «*Plotin ou la simplicité du regard*».

(7) : Pour illustrer cette «méthode socratique» lire dans l'œuvre de Platon le texte intitulé «Alcibiade». Ce dialogue entre Socrate et Alcibiade, un jeune homme qui souhaite se consacrer à la politique, est remarquable par la rigueur absolue de son argumentation.

2016 a été ma trentième année de fidélité à la Grande Relève et c'est toujours une joie de renouveler mon abonnement. Cependant, je suis un peu désabusé par le peu d'impact de ses idées sur la population par rapport aux efforts fournis par la rédaction et ses lecteurs. Même ceux qui reprennent la pensée de Jacques Duboin occultent l'idée force de l'ED à savoir ***que rien ne changera si on ne change pas la nature même de la monnaie*** *et ça c'est désespérant.*

S.B. Vaulx en Velin.

***

L'accueil de réfugiés permet à des populations très différentes et qui s'ignorent de se rencontrer et de s'apprécier. Quantité de voisins, commerçants, postiers, enseignants, personnels hospitaliers, etc. que nous avons l'habitude de côtoyer sont d'origine immigrée ou descendants d'immigrés. Pourrions-nous imaginer notre quartier sans eux ? Je ne pense pas qu'on ait eu tort d'accueilir les Aznavourian, Balladurian, Sarkozy de Nagy-Bosca, Valls et Picasso. Seraient-ils aussi bien accueilis aujourd'hui ?

J'avais approuvé la nouvelle appellation "Les Républicains". Après RPF, UNR, RPR, UMP donnait l'image d'un vieillissement anormal pour un parti de droite. Les "Républicains", c'est idéal : avec cinq républiques françaises, sans compter les autres, les différentes tendances UMP ont le choix de leur modèle. Si Hollande appelait son parti "Les Démocrates", cela illustrerait parfaitement l'alignement de sa politique sur celle des États-Unis !

P. V. Paris.

***

C'est avec plaisir que je continue à vous lire. Je réponds à l'article de François Chatel dans La GR du mois de janvier sur la nature humaine. Est-ce que cette nature, basée sur la solidarité et la coopération reste en accord avec les découvertes de Henri Laborit, à savoir que le système nerveux des animaux est fait de telle sorte qu'il y a des dominants et des dominés?

Une autre découverte, celle de Wilhelm Reich, vient mettre en valeur cette nature humaine si sociable : dans son livre "L'irruption de la morale sexuelle", il se base sur les travaux de Malinowski pour démontrer la primauté de l'organisation matriarcale sur l'organisation patriarcale. Cette dernière n'a pris le dessus qu'en refoulan la première basée sur la liberté *(sexuelle entre autres), la communauté de bien, le fonctionnement en réseau non hiérarchisé. Notre société patriarcale survit, d'après Reich, grâce à l'irruption de la* morale *sexuelle qui, entre autres, soumet la femme et perpétue la notion de propriété privée (dans le mariage par exemple).*

Y. R. Metz.

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

FRANCE, *régime intérieur pour la Poste.* . . . . . 23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . 26 euros.
TOM . . . . . 29 euros.
INTERNATIONAL, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, ...) . . . . . 29 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . 27 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,...) . . . . . .30 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,...) . . . . . .30 euros.

Ces tarifs n'ont pas changé malgré l'augmentation de ceux de la Poste le 1er janvier 2017.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de
LA GRANDE RELÈVE
et envoyé
88 Bd CARNOT
78110 LE VÉSINET
FRANCE
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

• JE PROLONGE MON ABONNEMENT POUR .....
• JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
ET VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE *(merci d'écrire des majuscules)* :

M. Mme,ou Melle, prénom, nom : .....

immeuble (éventuellement) : .....

N° et voie : .....

code postal et commune : ..... *pays*.....

• JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS : .....
.....
.....

POUR CELA, J'ENVOIE LA SOMME DE .....euros
PAR CHÈQUE N°..... *(préciser la banque)* : .....
DATE : SIGNATURE :

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décident démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

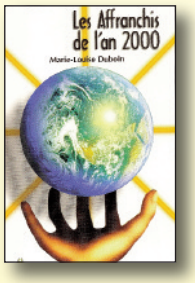
• ***JACQUES DUBOIN***

Extraits choisis dans son œuvre (3 euros).

Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés, et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site internet.

• ***ET SI ON CHANGEAIT ?***

Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (4 euros).



• ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***

Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

• ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***

l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (édition du Sextant, 240 pages, 13 €).

• D'anciens numéros et un court résumé de nos thèses 4pages, format A4) sont disponibes (3 € l'un).

Tous ces prix incluent les frais d'envoi.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone, *seulement le lundi après-midi*, 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : http : //www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)